

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :  
 La priorité est de libérer l'économie de sa financiarisation, de lutter contre les paradis fiscaux par l'adoption en France, en Europe... de l'équivalent de la loi FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) qui obligerait toutes les institutions financières ouvrant un compte à un citoyen ou une entreprise à le déclarer au fisc du pays d'origine.

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :  
 Je demande la taxation des transactions (en particulier journalières), des profits des multinationales, des déchets nucléaires et des transports aériens et maritimes, soit 775 milliards de dollars hors taxes carbone. Je propose la suppression du CICE un impôt sur le revenu rénové basé sur le principe que tout revenu est imposable et que tout impôt doit être progressif, l'individualisation de l'impôt, le renforcement de l'ISF.

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : La coopération internationale doit privilégier les pays les plus pauvres, dits les moins avancés (PMA). Il faut mettre en place une fiscalité mondiale pour la planète.	

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Les 17 Objectifs de Développement Durable étant transversaux, les objectifs environnementaux ont une importance égale aux autres car il n'y a pas de réduction durable de la pauvreté et d'accès aux droits sans préservation des écosystèmes locaux et mondiaux.	

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Un autre modèle de développement doit prévaloir pour la défense des communs globaux et la survie de l'humanité : de l'eau au génome humain, les combats des peuples pour la préservation et la gestion collective des communs ont émergé sur la scène internationale. Je poursuivrai mon engagement pour favoriser une participation active des populations concernées.	

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Cesser tout soutien aux énergies fossiles est impératif. Nous devons interrompre les subventions aux industries extractives. Les écologistes proposent que la France cesse tout financement aux énergies fossiles parant par la Banque mondiale, l'Agence Française de Développement, que l'État, actionnaire principal d'Engie (33%) et majoritaire d'EDF (84%) leur impose un plan de fermeture de leurs contrats à charbon en France et dans le monde à l'horizon 2020 et interdise tout nouveau projet d'exploitation des fossiles.	

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires: Je continuerais à lutter contre le phénomène d'accaparement de terres et de ressources. En tant qu'écologiste, je veux supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels. Ceux-ci augmentent l'effet de serre et enrichissent encore plus les multinationales.</p>	

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires: Il faut stopper le réchauffement climatique. Une feuille de route permettant de rendre compte du financement entre adaptation au changement climatique et son atténuation est un élément important pour évaluer l'engagement des pays riches. Le financement de 1 milliard d'euros de dons pour les pays en développement doit aujourd'hui se concrétiser et ne pas rester seulement un engagement théorique de la COP 21.</p>	

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires: EELV a toujours soutenu les paysans des pays riches comme des pays en développement afin que ceux-ci sortent des griffes des multinationales agrochimiques et agroalimentaires. Le FMI et la Banque mondiale ont toujours favorisé les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières et du climat. Ce combat que je continuerai à lutter.	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires: C'est une bataille que les écologistes ont menée depuis plusieurs décennies à un niveau local, national, européen et mondial.	

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires : L'action du maire de Gde Synthe, Damien Carême <sup>EELV</sup> a mainté notre engagement sur le territoire envers les populations réfugiées. Nous devons mettre fin aux accords de Dublin dans l'intérêt des migrants, des pays dont ils sont originaires. Nous devons payer les matières premières à leur juste prix et arrêter d'exploiter les populations locales.

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :  
Nous voulons dénoncer l'accord de l'UE avec la Turquie.  
Les réfugiés climatiques seront de plus en plus nombreux car les pays les plus pauvres sont les premières victimes du changement climatique. La lutte contre le changement climatique est prioritaire.

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires : les écologistes ont toujours soutenu les mouvements citoyens pour la moralisation des affaires, "l'éthique sur l'étiquette", les Amis de la Terre avec laquelle j'ai aussi milité agissent en ce sens. Je saurais à ce que soit reconnu le crime d'Éco-crime devant la Cour Pénale Internationale afin de donner de autres juridiques aux États, individus pour défendre l'environnement et la population. Je continuerai à lutter contre le TAFTA, CETA et autres accords de ce type.

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

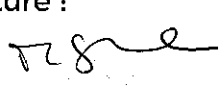
Commentaires : En tant qu'écologiste et représentante syndicale, je continuerai à lutter pour défendre les droits du travail, pour l'application d'un salaire minimum, pour des conditions de travail respectueuses des femmes et des hommes, de leur santé et de leur bien-être.

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGÉ <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Je continuerai à lutter pour les droits des Femmes, contre les discriminations dans la vie personnelle, au travail et dans la vie publique au niveau national et internationalement.	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom : SANTHUNE	Date : 25 mai 2017
Prénom : MYRIAM	Signature : 
Département : Nord circo 59-14	

EELV

14<sup>e</sup> circonscription du Nord